

**Commission:** Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

**Problématique:** Comment une coopération entre les pays du Moyen-Orient et l'UE pourrait rétablir la paix au Moyen-Orient?

**Auteur:** Autorité nationale palestinienne

Située dans la région du Proche-Orient, la Palestine est un proto-État depuis le 15 novembre 1988. Néanmoins, ce n'est que depuis janvier 2013, que l'Autorité nationale palestinienne représente l'État de Palestine. En effet, cette entité gouvernementale administre les habitants arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza dans les zones A et B de Palestine définies par les accords d'Oslo II. Pourtant, la souveraineté nationale, la reconnaissance internationale ainsi que la population et les réfugiés palestiniens, font l'objet de débats et controverses depuis des décennies. Si les accords d'Oslo n'ont pas permis d'assurer la paix au Proche-Orient, la défaite de Donald Trump aux élections présidentielles états-uniennes de 2020 prévoit de nouveaux jours pour l'ensemble des pays du Moyen-Orient. Ainsi, dans une démarche pour la paix dans notre région, il est nécessaire d'aborder la question du conflit en Syrie, sans pour autant négliger ou banaliser l'impact que pourrait avoir une coopération entre nos pays et l'Union européenne.

Cette question est de grande importance pour la Palestine, puisqu'il s'agit d'un pays avec lequel elle partage des liens historiques forts. Cependant, la guerre civile syrienne pose actuellement des problèmes de sécurité régionale. En effet, la guerre civile, et plus particulièrement le régime de Bachar el-Assad, fait grand débat en Palestine. Certains Palestiniens ont organisé des rassemblements pour soutenir le gouvernement majoritaire d'Assad alors que d'autres ont accusé Assad d'avoir permis la torture et le meurtre de Palestiniens, et récemment, la démolition de camps de réfugiés palestiniens en Syrie, notamment à Yarmouk. En même temps, l'afflux de réfugiés palestiniens en Syrie complexifie les relations de la Palestine avec la Syrie.

En cette huitième année de conflit, la situation en Syrie reste instable et marquée par une violence armée intense et continue et un accès humanitaire limité. En effet, les réfugiés palestiniens qui sont en proximité des zones de conflits, sont en centre du problème et par conséquent, plus vulnérables et touchés par le conflit. Des milliers de Palestiniens ont été tués en Syrie à cause des combats ou des sièges débilants imposés par le régime Assad sur leurs camps ; plus d'un millier ont également été détenus dans les prisons du régime. Bien que la communauté palestinienne de Syrie fasse partie du tissu social le plus vaste du pays, sa position déjà précaire s'est amplifiée.

Cette guerre nous présente le dilemme auquel sont confrontés ces Palestiniens qui doivent faire le choix entre garder une neutralité politique dû à leur position vulnérable, ou soutenir Assad et son régime malgré son implication directe et indirecte dans leur souffrance.

Quant aux groupes politiques, les soulèvements arabes de 2011 ont inévitablement affecté les relations entre la Syrie et les groupes palestiniens. Les courants de gauche et nationalistes de l'élite politique palestinienne ont maintenu leur soutien à Damas. Le Hamas, par exemple, a tenté de maintenir de bonnes relations en gardant le silence sur les événements en Syrie. Le Fatah a rétabli ses relations avec le régime d'Assad, visant à préserver une neutralité et l'Organisation de la libération de la Palestine, en Syrie a également tenu à rester neutre. Ainsi, la question de la neutralité politique a divisé les Palestiniens en exil, mais également en Syrie.

Actuellement, les Palestiniens en dehors de la Syrie sont confrontés à deux choix : maintenir une position de neutralité afin de maximiser leurs chances d'inclusion, ou de se montrer solidaire envers les Syriens. Alors que la neutralité semble plus l'option la plus sûre; la solidarité reste controversée du fait que le peuple syrien soit confronté à une crise de représentation.

Cependant, les Palestiniens doivent considérer l'option d'être solidaires avec ceux qui aspirent à retourner à leur vie en Syrie et défendre simultanément leur droit au retour en Palestine. Si la

Palestine vise à assurer une position plus juste, l'OLP et l'AP devraient redéfinir leur position de neutralité par rapport aux divers événements ayant eu lieu en Syrie et diverses actions du régime syrien contre ses citoyens ainsi que contre les Palestiniens en Syrie.

Quelle que soit la gravité des perspectives, une solidarité dévouée et un activisme inlassable, seraient l'une des clés pour la résolution du conflit.

Néanmoins, il est important de rappeler et valoriser les groupes qui cherchent depuis des années à sensibiliser et informer sur la situation des Palestiniens en Syrie. En effet, c'est le cas de la Ligue palestinienne pour les droits de l'homme en Syrie, ou encore le Groupe d'action pour les Palestiniens de Syrie. Ces groupes sont à l'origine de la documentation et de l'amplification des expériences palestiniennes en Syrie, mais leur rôle est crucial pour protéger les Palestiniens de Syrie.

En conclusion, ce que nous défendons est un agenda pour la paix, et pour le meilleur. Nous adoptons ainsi, une position favorable à la coopération avec l'UE. En effet, le bilan de la guerre civile en Syrie est terrible. Tout d'abord, plus de 270.000 morts et de 1.000.000 de blessés ont été recensés. Ainsi, 50% de civils ont été affectés par la guerre et ont dû fuir leur pays en quête d'asile. Il est temps de mettre fin à ce conflit et de privilégier la coopération. Finalement, le conflit en Syrie souligne l'importance du renforcement et de l'élargissement des réseaux de solidarité pour la protection des droits de l'homme et de la justice partout dans le monde.